

RESUME

L'augmentation et la réduction de capital social

L'augmentation de capital social est une opération consistant à intégrer dans le groupement sociétaire de nouveaux apports, et parfois de nouveaux associés. L'opération peut impliquer :

- des apports véritablement nouveaux ;
- l'incorporation des réserves ou des comptes courants d'associés au capital.

L'augmentation de capital peut prendre deux formes :

- une émission de parts sociales ou d'actions nouvelles par la société ;
- une augmentation de la valeur nominale des titres existants.

La réduction de capital est une diminution du montant du capital social en exécution des délibérations de la société. Elle peut être ou non motivée par des pertes.

Les comptes courants d'associés

Les comptes courants d'associés consistent pour l'associé à consentir à la société des avances ou des prêts en versant directement des fonds ou en laissant à sa disposition des sommes qu'il renonce provisoirement à percevoir.

Les comptes courants d'associés concernent des prêts émanant d'associés, quelle qu'en soit l'origine : fonds déposés ou sommes laissées en compte dans la société (rémunérations, dividendes, jetons de présence).

Ils sont fréquemment utilisés en raison de leur intérêt financier.

Souvent, les conditions de remboursement des avances consenties en compte courant sont précisées dans les statuts ou dans une convention passée entre l'associé prêteur et la société. En principe, à défaut de clause statutaire (antérieure au dépôt des fonds) ou de convention contraire, l'associé peut demander à tout moment le remboursement du solde créateur de son compte.

Les comptes courants peuvent être utilisés dans deux circonstances :

- ils permettent le règlement des obligations existant entre la société et les associés ;
- ils constituent un moyen de financement de la société.

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Création de nouvelles actions ⌘ 15 minutes

1. Quelle est la valeur d'une action après augmentation du capital et à combien peut se chiffrer le portefeuille de l'associé ?

Une entreprise au capital de 1 000 actions d'une valeur mathématique de 20 €. L'action qui augmenterait son capital en créant 500 actions au prix d'émission de 14 € verrait ses capitaux propres égaux à $20\,000 + 500 \times 14 = 27\,000$ €, soit $27\,000 / 1\,500 = 18$ €/action (baisse de valeur des actions).

Un associé qui aurait 10 actions à 20 € (200 €) avant l'augmentation de capital n'aurait plus que 10 actions à 18 € (180 €) après augmentation s'il ne souhaite pas participer à l'augmentation de capital.

Pour éviter ces problèmes, à chaque action ancienne est attaché un DPS. L'actionnaire peut les utiliser pour souscrire à l'augmentation de capital ou les revendre à d'autres associés ou à des tiers.

2. Quelle est l'utilité des droits préférentiels de souscription ?

Les droits préférentiels de souscription existent dans les augmentations de capital en numéraire avec création d'actions nouvelles. Cela évite ainsi de léser les anciens actionnaires qui ne participent pas à l'augmentation de capital. En effet, les actions nouvelles sont généralement émises à une valeur inférieure à la valeur mathématique des actions anciennes. L'augmentation de capital provoque alors une diminution de la valeur des actions puisque les capitaux propres ne sont pas augmentés proportionnellement à la valeur des actions anciennes.

★★ EXERCICE 2 Nombre d'actions souscrites ⌘ 10 minutes

1. Lauriane souhaite savoir si elle a le droit de souscrire davantage d'actions qu'Aurélien lors de cette augmentation. Conseillez-la.

Le DPS consiste en un droit à souscrire prioritairement à une augmentation de capital. Par principe, le droit préférentiel de souscription est proportionnel aux actions détenues.

En effet, l'article L. 225-132 dispose que « les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital ».

Un actionnaire minoritaire ne peut donc souscrire davantage d'actions qu'un actionnaire majoritaire.

2. Combien d'actions Lauriane pourrait-elle souscrire ?

Le capital social a été augmenté de 125 000 €. Par conséquent, l'actionnaire minoritaire pourra souscrire 200 actions nouvelles, soit $(400 / 2\,500) \times 1\,250$.

★ EXERCICE 3 Convention de compte courant et autres notions ⌘ 15 minutes

1. Le compte courant d'associé se confond-il avec un compte courant bancaire ?

Le compte courant d'associé ne se confond pas avec le compte courant bancaire duquel il se différencie (CA Paris, 10 mai 1972). Le compte courant d'associé, qui ne s'applique que dans un cadre comptable, permet d'enregistrer les avances accordées par les associés à la société. Quant au compte courant bancaire, il est un contrat par lequel les parties décident de faire entrer en compte toutes leurs créances et dettes réciproques, afin que celles-ci soient immédiatement réglées par leur fusion dans un solde disponible soumis à un régime unitaire (Cass. com., 17 déc. 1991). Contrairement à l'entrée en compte pour un compte courant bancaire, l'entrée en compte pour un compte courant d'associé n'a en principe aucun effet novatoire. En outre, contrairement au compte courant bancaire, le compte courant d'associé ne produit pas d'intérêts de plein droit (Cass. com., 4 déc. 1990). La distinction avec le compte courant bancaire n'empêche cependant pas la Cour de cassation de se référer parfois aux mécanismes spécifiques de celui-ci, tels que la fongibilité des créances inscrites en compte et l'effet de règlement des créances concernées, pour se prononcer sur la question du compte courant d'associé (Cass. soc., 23 févr. 2005).

© 2017 Vuibert, tous droits réservés

2. Le compte courant d'associé se distingue-t-il d'un apport en numéraire ?

Il va de soi que l'apport en compte courant se distingue de l'apport en capital, notamment en numéraire (Cass. com., 24 juin 1997). Si le premier constitue un prêt non soumis aux aléas sociaux et devant être remboursé, le second est l'opération par laquelle une personne transmet une somme d'argent en contrepartie de laquelle elle reçoit des droits sociaux (parts ou actions) lui octroyant la qualité d'associé. L'indépendance de ces deux notions ne s'oppose pas à ce qu'un associé égalitaire dispose d'un compte courant d'associé plus important que celui de son coassocié. À la différence de l'apport en numéraire qui, lorsqu'il a lieu en pleine propriété, opère un transfert de propriété au profit de la société, l'apport en compte courant confère à l'associé un droit de créance à l'égard de la société.

★★ EXERCICE 4 Compte courant et cession de parts sociales ⌘ 15 minutes

1. Le compte courant peut-il être cédé librement à un tiers non encore associé ?

En principe, puisque le compte courant d'associé constitue une créance, il devrait être librement cessible à un tiers, celui-ci devant ensuite être agréé en qualité d'associé ou d'actionnaire. Il suffit, du point de vue formel, d'observer les prescriptions des articles 1322 et 1324 du Code civil. Il convient donc de rédiger un écrit. De plus, la cession n'est opposable au débiteur, s'il n'y a déjà consenti, que si elle lui a été notifiée ou s'il en a pris acte.

En outre, par application de l'article 1326 du Code civil : « Celui qui cède une créance à titre onéreux garantit l'existence de la créance et de ses accessoires, à moins que le cessionnaire l'ait acquise à ses risques et périls ou qu'il ait connu le caractère incertain de la créance. Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence du prix qu'il a pu retirer de la cession de sa créance. Lorsque le cédant a garanti la solvabilité du débiteur, cette garantie ne s'entend que de la solvabilité actuelle ; elle peut toutefois s'étendre à la solvabilité à l'échéance, mais à la condition que le cédant l'ait expressément spécifié. »

2. La cession de droits sociaux entraîne-elle la cession d'un compte courant d'associé ?

La cession des parts sociales ou actions n'emporte pas le transfert de plein droit à l'acquéreur du compte courant d'associé du cédant, sauf clause contraire en ce sens (Cass. req., 11 janv. 1932, Rev. Sociétés, 1932, p. 204 ; CA Paris, 2 févr. 1992, RJDA, 11/92, n° 1028 ; CA Versailles, 25 sept. 2007, n° 06-6222, RJDA, 2/08, n° 149). En effet, ce compte trouve son origine non dans la possession des droits sociaux, mais dans le prêt fait à la société qui confère à l'associé la qualité de créancier social, distincte de celle d'associé. La cession des titres sociaux (actions et parts sociales) n'entraîne donc pas la cession des comptes courants d'associés et réciproquement, à moins qu'une clause particulière du contrat ne le prévoie. Dans ce dernier cas, le rachat du solde créditeur par le cessionnaire s'analyse en une cession de créance.